

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOI

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Présents : 51
Excusés : 17
Absents : 12

Nombre de membres en exercice : 80

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

REUNION DU 13 DECEMBRE 2021

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI TREIZE DECEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le SEPT DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS	M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. CANNAROZZO Frank, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSOUF Mélissa, M. ZANGRILLI François.
EXCUSES	Mme BENAMMOUR Mérim, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CARRE Julien, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, Mme HERSEMEULE Carmen, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, M. MARAN Max, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, Mme VALLETON Martine,
AYANT DONNE POUVOIR A	M. BAILLON Jean-François, M. BESCHIZZA Bruno, Mme LAGNEAU Muriel, M. BLANCHET Stéphane, Mme MAROUN Séverine, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. GESELL Quentin, Mme BELMOUDEN Fatima, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme MABCHOUR Najet, M. VAZ Micaël, M. GUYON Olivier, M. ZANGRILLI François, Mme VERTE Monique, M. CHAUSSAT Jacques, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, Mme PERRON Christine,
ABSENTS	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, Mme FAOUZI Hanane, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. SAULIERE Gilles.
SECRETAIRE DE SEANCE	M. Stéphane BLANCHET

DELIBERATION N°177 – PERSONNEL – ADOPTION DE L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Olivier ATTIORI,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la Loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,

Vu la Loi n°2019-828 de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu la circulaire ministérielle du 7 mai 2008, NOR INT/B/08/00106/C relative à l'organisation de la journée solidarité dans la FPT,

Vu l'avis du comité technique du 3 décembre 2021,

Après en avoir délibéré,

■ DECIDE

1. A compter du 1er janvier 2022, le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures.

Accusé de réception en préfecture
N° 2021-000000000-000000000-000000000
Date de télétransmission : 21/12/2021
Date de réception préfecture : 21/12/2021

2. La suppression de tous les jours de congés non prévus par le cadre légal et réglementaire, afin de garantir le respect de la durée légale du temps de travail qui est fixée à 1607 heures.
3. Les horaires de la Collectivité sont déterminés suivant deux cycles de travail.
 - Un cycle de travail de 39 heures par semaine sur 5 jours pour les agents de tout statut ou catégorie occupant les fonctions de directeurs, chefs de service et responsables ainsi que l'ensemble des agents de catégorie A.
 - Un cycle de travail de 37 heures par semaine sur 5 jours pour les agents n'accomplissant pas les missions et fonctions indiquées à l'alinéa précédent ainsi que les agents de catégorie C et B.

Des exceptions à ces règles pourront être acceptées, sous réserve de justifications fournies par les services. Compte-tenu de la durée hebdomadaire de travail, les agents bénéficieront de jours de réduction de temps de travail (ARTT), 23 jours d'ARTT pour le 1^{er} cycle et 12 jours d'ARTT pour le 2^{ème} cycle.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail (dont le nombre peut être arrondi à la demi-journée supérieure).

Il est noté que les absences au titre des congés pour raison de santé réduisent le nombre de jours RTT, hormis concernés les congés de maternité, adoption ou paternité et les autres congés particuliers comme le congé pour exercer un mandat électif local, les décharges d'activité pour mandat syndical, ou encore le congé de formation professionnelle.

4. Le nombre de jours de congés attribués, pour une année de service accompli du 1^{er} janvier au 31 décembre, est égal à cinq fois les obligations hebdomadaires de service, soit 25 jours de congés annuels par an pour un agent qui travaille en 5 jours par semaine (en nombre de jours effectivement ouverts).
5. Des congés dits « jours de fractionnement » sont attribués lorsque l'agent utilise ses congés annuels en dehors de la période du 1^{er} mai au 31 octobre.
6. Compte tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, la journée de solidarité, afin d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, sera instituée par la réduction d'un jour de RTT.
7. Afin d'apporter une souplesse de fonctionnement à cette organisation, les horaires variables seront mis en place pour la plupart des agents.

Cependant, certaines missions ne permettront pas la pratique des horaires variables :

- Service d'accueil physique et téléphonique des usagers
- Service de la régie assainissement

Les horaires variables seront organisés de la façon suivante :

Temps variables	Temps fixes	Pause méridienne	Temps fixes	Temps variables
8h – 9h30	9h 30 - 12h	12h - 14 h (45 minutes minimum)	14h – 16 h 30	16 h 30 – 18 h 30

Au cours des plages fixes, la totalité du personnel du service doit être présent. Pendant les plages variables, l'agent a la liberté de choisir chaque jour ses heures d'arrivée et de départ, sous réserve de la continuité du service public.

Les agents sont tenus d'effectuer chaque mois un nombre d'heures de travail correspondant à la durée réglementaire.

8. La liste des sujétions particulières conduisant à une diminution du temps de travail sera établie dès le premier semestre 2022 et fera l'objet d'une délibération.
9. La délibération entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Les délibérations antérieures relatives aux cycles de travail sont abrogées à compter de cette entrée en vigueur.

Adopté à la majorité

(52 voix pour, 3 voix contre : M. BELOUCHAT, M. MIGNOT, Mme ROLAND-IRIBERRY, 13 abstentions : M. ASENSI, M. BAILLON, Mme BENAMOUR, Mme DE CARVALHO, Mme DUBOE, M. FERREIRA, M. GUYON, Mme JAOUANI, M. LAPORTE, Mme MABCHOUR, Mme MEKKI, M. SIBY, M. TURBIAN)


 Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
 093-200058097-20211213-177-13-12-2021-DE
 Date de télétransmission : 21/12/2021
 Date de réception préfecture : 21/12/2021